

ayant pour but évident de forcer les puissances occidentales à reconnaître la RDA, que seuls le bloc communiste et la Yougoslavie reconnaissaient jusqu'alors. Il était probable que d'autres mesures suivraient, dont le but serait le départ des garnisons alliées de Berlin-Ouest.

A ce discours menaçant ont succédé dix-sept jours de détente relative au cours desquels on a pu croire que l'URSS n'irait pas plus loin. Puis, dans ces notes envoyées aux trois occupants occidentaux et à la République fédérale d'Allemagne, l'URSS a proposé que Berlin-Ouest soit transformé en "ville libre" démilitarisée. Les notes offraient l'ouverture de négociations, mais avec l'avertissement que celles-ci seraient inutiles si les puissances occidentales rejetaient la proposition de faire de Berlin-Ouest une ville libre. L'URSS considérait comme suffisant pour de telles négociations un délai de six mois au terme duquel, si les choses n'avançaient pas, elle remettrait à la RDA tous ses pouvoirs concernant Berlin. Elle déclarait nuls et nonavenus les accords des quatre puissances sur Berlin.

L'Union soviétique s'efforçait en même temps de rassurer la population berlinoise. Elle lui promettait un gouvernement et un régime économique de son choix, ainsi qu'un accord avec la RDA lui garantissant l'entière liberté de ses communications avec le monde extérieur. L'URSS promettait d'effectuer d'importants achats de produits industriels à Berlin-Ouest et de fournir à la ville les matières premières et les vivres nécessaires. Elle ne s'opposait pas, disait-elle, à ce que les Nations Unies participent d'une façon ou d'une autre au maintien du régime de ville libre à Berlin. Cette ville, pour sa part, devrait s'engager à ne tolérer sur son territoire aucune activité dirigée contre le bloc communiste.



*Habitation moderne type dans le secteur ouest de Berlin.*